

Télégramme de Christian de Margerie à Christian Pineau (Bonn, 10 février 1956)

Légende: Le 10 février 1956, Christian de Margerie, chargé d'affaires de France en République fédérale d'Allemagne (RFA), adresse à Christian Pineau, ministre français des Affaires étrangères, un télégramme dans lequel il expose la position des autorités ouest-allemandes à la veille de la conférence des Six à Bruxelles sur les projets de Marché commun et d'Euratom.

Source: Ministère des Affaires étrangères; Commission de publication des DDF (sous la dir.). Documents diplomatiques français. Volume I: 1956, 1er janvier-30 juin. Paris: Imprimerie nationale, 1988. 1109 p. p. 178.

Copyright: (c) Ministère des Affaires étrangères de la République Française

URL:

http://www.cvce.eu/obj/telegramme_de_christian_de_margerie_a_christian_pineau_bonn_10_fevrier_1956-fr-81f8e9d1-7823-479b-ba97-2913e415f686.html



Date de dernière mise à jour: 05/11/2015

Télégramme de Christian de Margerie à Christian Pineau (Bonn, 10 février 1956)

**M. Christian de Margerie, chargé d'affaires de France à Bonn,
à M. Pineau, ministre des Affaires étrangères.**

T. n^{os} 474 à 476. Urgent. Bonn, 10 février 1956, 18 h. 20.

(Reçu : 18 h. 30.)

Le cabinet fédéral a tenu, ce matin, 10 février, une séance extraordinaire en vue d'arrêter l'attitude de la délégation allemande à la conférence de Bruxelles.

Le ministre des Affaires étrangères, M. von Brentano, a rendu compte à ses collègues du travail qu'ont accompli ses services en vue de préparer la conférence. Le Conseil a, ensuite, engagé une discussion sur le problème de l'intégration européenne dans le domaine de l'énergie atomique et l'établissement d'un marché commun.

Selon le compte rendu qu'a donné, à l'issue de la réunion, le porte-parole officiel du gouvernement fédéral, le Conseil des ministres estimerait qu'il n'y a pas de véritable opposition de principe entre l'Euratom et l'OECE. D'après ses propres mots, il faudrait « appliquer l'un, mais ne pas négliger l'autre ».

Les déclarations du porte-parole donnent une image exacte de la position du gouvernement fédéral en face du problème atomique. Une fraction importante des milieux politiques, à laquelle appartiennent notamment M. Adenauer et M. von Brentano, reconnaît la nécessité et l'urgence de la création d'une communauté européenne atomique, mais elle est retenue dans son élan par les réticences et les objections des cercles industriels et des milieux scientifiques. Les autorités de Bonn cherchent, ainsi, un moyen terme qui, tout en rassurant les Américains sur l'esprit européen de l'Allemagne occidentale, permette à cette dernière de sauvegarder son autonomie et de maintenir ses contacts avec l'Angleterre.